collectif DDH

BULLETIN D'INFORMATION MENSUEL SUR LES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE

Mai 2020



Collectif pour la Défense des Droits de l'Homme

collectif DDH

Collectif pour la Défense des Droits de l'Homme

www.collectifddh.fr

@CollectifDdh

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 04

Covid-19 05

Liberté de la Presse et d'expression 06

L'abus d'accusation de terrorisme 07

Tortures et mauvais traitements durant la détention, enlèvements 08

1er Mai 09

Conflit kurde et répression de l'opposition 10

Liberté de réunion 11

Féminicides 12

INTRODUCTION

Les discussions autour de la condition des prisonniers d'opinion dans le contexte du Covid-19 et la destitution des maires kurdes de leurs fonctions ont marqué l'ordre du jour des droits de l'homme en Turquie au cours du mois de mai.

La pandémie du coronavirus derrière les barreaux a continué de se propager rapidement. Il a été signalé qu'au moins 318 prisonniers ont été infectés à travers la Turquie. Le ministère de la Justice a continué de refuser d'informer le public de manière transparente sur cette situation risquée dans les prisons malgré toutes les demandes.





COVID-19

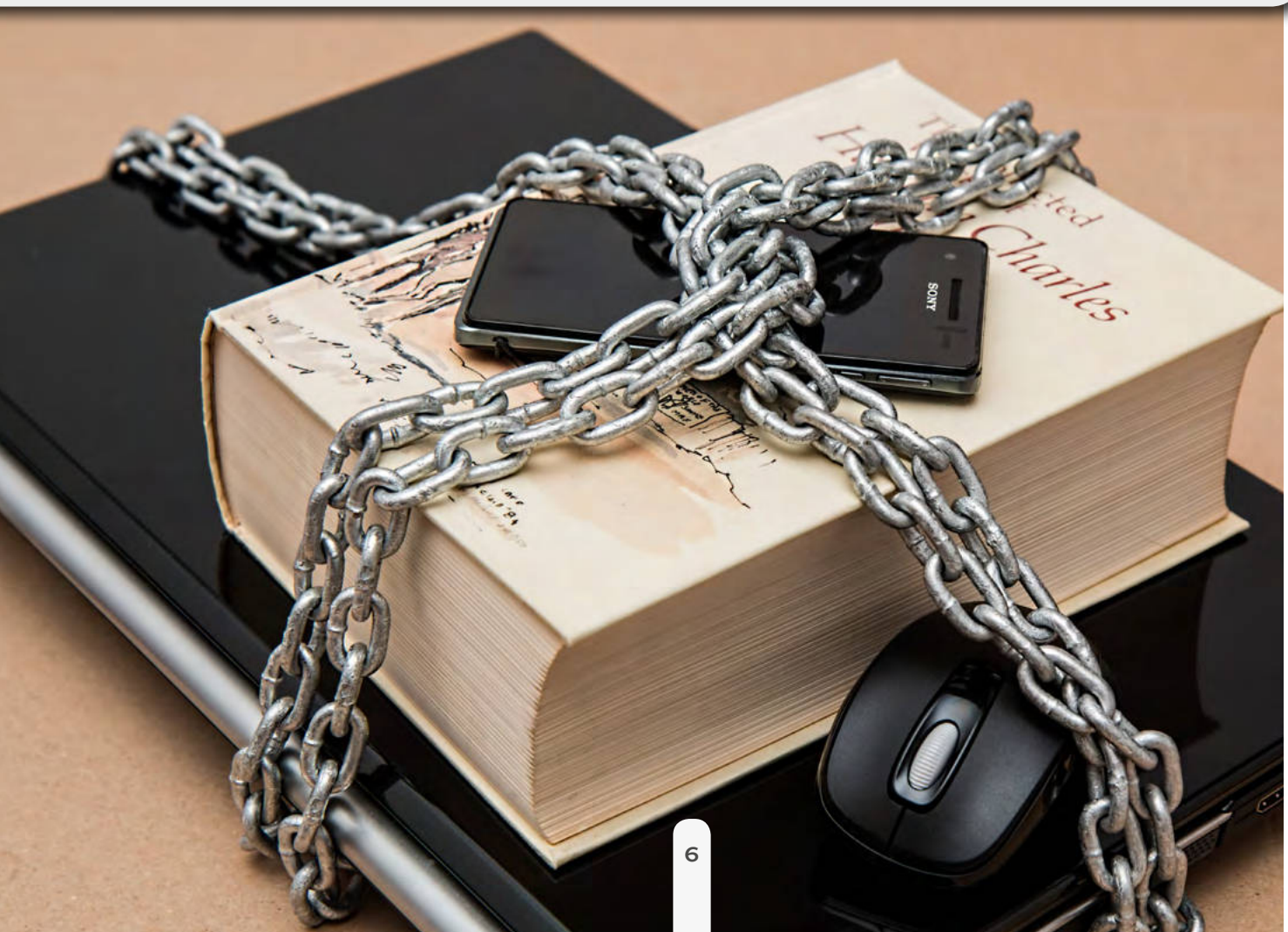
En particulier, de nombreuses plaintes concernant les cas de Covid-19, ont été portées à partir de la prison de Silivri (à Istanbul) tout au long du mois au sujet de la propagation rapide des infections et d'un refus systématique de la part des autorités de procéder à des tests et à une hospitalisation ce qui révélerait l'ampleur réelle du problème. Selon les informations obtenues auprès de proches de prisonniers détenus, ces derniers se trouvent dans des conditions inhumaines dans la prison de Silivri où au moins **135 prisonniers** sont soupçonnés d'avoir été infectés.

Au cours du mois de mai, le gouvernement a déclaré plusieurs couvre-feux durant lesquels les actes de violences policières ont été constatés à travers la Turquie envers les personnes présumées pour non-respect. En date du 31 mai, selon des données officielles, il y a **163.942 cas** de Covid-19 et **4.540 morts** au total.

LIBERTÉ DE LA PRESSE ET D'EXPRESSION

Au mois de mai, les pressions contre les journalistes et les médias se sont poursuivies. Le présentateur de télévision de la chaîne Fox TV, **Fatih Portakal**, qui est connu par ses positions hostiles face au gouvernement, a été surveillé par un drone depuis sa résidence. Il a également été rapporté qu'un journaliste a été arrêté et un autre a été libéré sous condition de rester chez lui.

Le Haut-conseil turc de la radio et de la télévision **(RTÜK)** a continué de faire pression sur les chaînes de TV de l'opposition.



L'ABUS D'ACCUSATION DE TERRORISME

L'intimidation du gouvernement contre ses opposants politiques par le biais d'accusations arbitraires liées au terrorisme a continué au mois de mai.

Les avocats détenus, **Ebru Timtik** et **Aytaç Ünsal**, membre de l'Association des juristes contemporains **(ÇHD)**, étaient toujours dans un état du jeûne de la mort au mois de mai.

Le propriétaire du compte Twitter opposant nommé « **kacssaatolduson** » a été arrêté pour être membre d'une organisation terroriste.

Le parquet d'Istanbul a classé sans suite le dossier de Gökhan Açıkkollu, qui a été retrouvé mort durant sa garde à vue suite aux tortures et mauvais traitements en 2016.

Quant aux personnes d'origine kurde, les perquisitions ont continué, et dans ce cadre-là, plusieurs d'entre eux ont été mis en garde à vue dans les villes de **Mardin (Nusaybin)**, **Ağrı (Patnos)**, **Diyarbakır**, **Urfa et Van**.

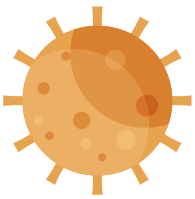
Membre du Conseil municipal du parti HDP, **Hatice Büşra Kuyun** a été enlevée par des personnes identifiées comme étant des agents du service de renseignement turc à **Van**. Elle a été libérée 2 heures après son enlèvement.



Ebru Timtik et Aytaç Ünsal



TORTURES ET MAUVAIS TRAITEMENTS DURANT LA DÉTENTION, ENLÈVEMENTS



En mai 2020, plusieurs plaintes concernant des victimes de mauvais traitements et de négligences dans le contexte de précautions contre le Covid-19 ont été reçues des centres pénitentiaires de :

Aydın, Maraş Türkoğlu (type L), Kocaeli Kandıra (type F), Kayseri Bünyan (femmes), Afyon (type T), Amasya (type E), Kırıkkale (type F), Bayburt (type M), Osmaniye (type T), Van (type T), Elazığ, Antalya (type L), Bolu (type F), İzmir Aliağa Şakran (femmes), Silivri (no°2, 5, 7, 8), Kandıra (type F), Elazığ (femmes), Kırşehir (type E), İzmir Ödemiş (type T), Kırşehir (type E), Balıkesir Burhaniye, Manisa Akhisar (type T), Mardin (type E), Seydişehir,

Au mois de mai, **İbrahim Gökçek**, membre de Grup Yorum, est décédé suite à sa grève de la faim de 323 jours. Durant sa cérémonie de funérailles, il y a eu l'oppression de la part de la police. Un groupe nationaliste a voulu prendre et brûler le corps de Gökçek mais la police l'en a empêché.

Il a été rapporté que lors du raid policier vers **Gazi Cemevi** (lieu de culte des alévis) où le défunt **Ibrahim Gökçek** a été tenu, 18 personnes ont subi de la violence policière pendant leur arrestation et la garde à vue dans le centre de police d'Istanbul.

8 prisonniers du centre pénitentiaire de **Seydişehir (Konya)** ont commencé la grève de la faim pour manifester contre les violations des droits de l'homme envers eux.

Deux cas de suicide ont eu lieu dans les centres pénitentiaires de **Denizli** et **Ağrı Doğubeyazıt**. Deux prisonniers malades, **Sabri Kaya** et **Vefa Kartal** ont décédé.

La photo du corps nu de MEC., arrêté pour avoir prétendument tué un policier à **Diyarbakır**, avec une matraque à proximité, a été partagée sur les réseaux sociaux turcs. Les actes de torture durant sa garde à vue ont été constatés par le barreau de **Diyarbakır** et ont été rendus publics par une conférence de presse.

Abdullah Solmaz a subi des tortures et de la violence policière lors de son arrestation pendant sa garde à vue à Mardin Derik.



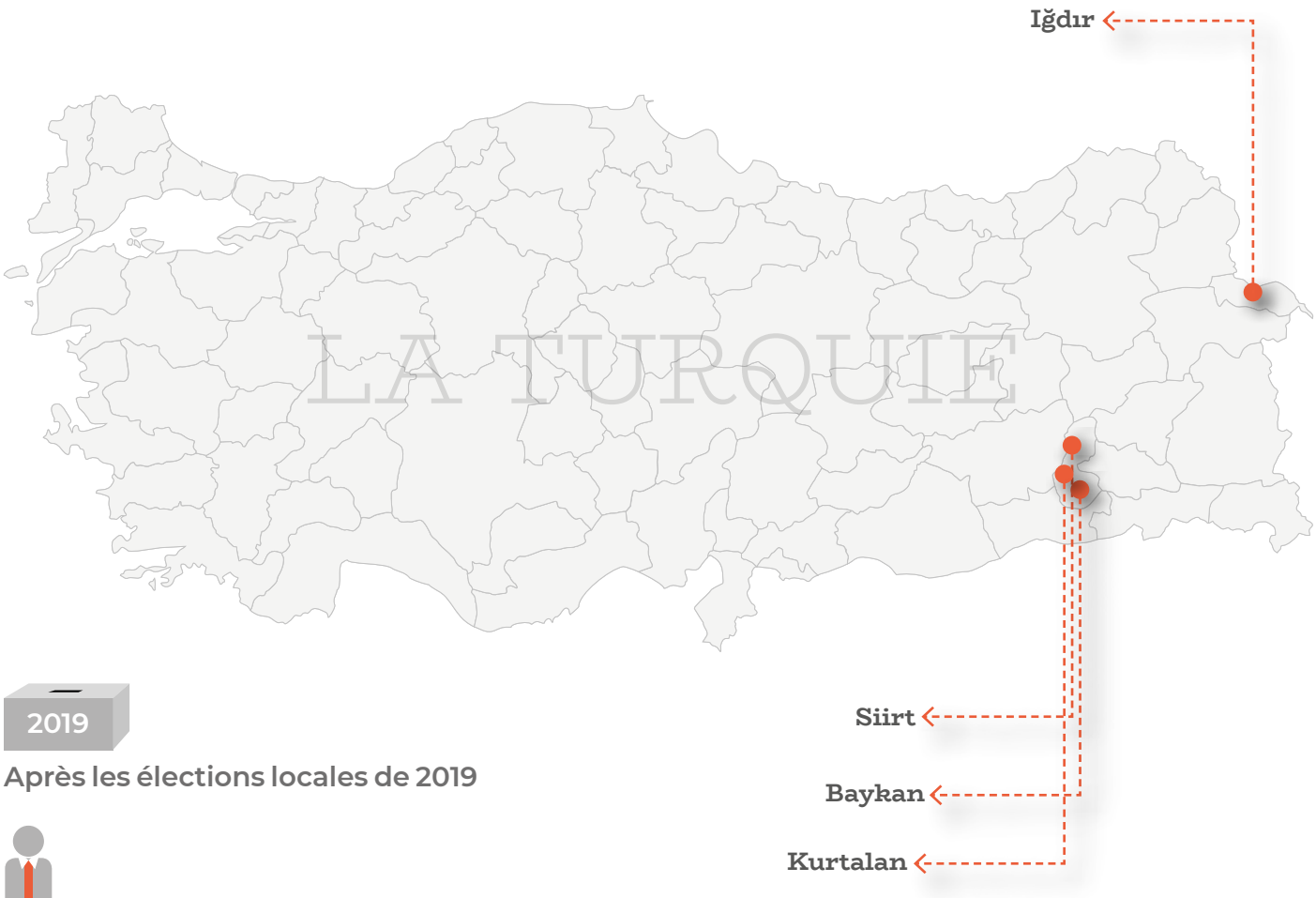
1er mai

Les manifestations du 1er mai, journée internationale des travailleurs, ont été interdites sous prétexte de la crise sanitaire du Covid-19 partout en Turquie. Dans ce cadre-là, durant les manifestations sans autorisation à **Ankara**, **İzmir** et **İstanbul**, il y a eu des arrestations et de la violence policière.

CONFLIT KURDE ET RÉPRESSION DE L'OPPOSITION

Quatre maires du parti HDP de **Siirt**, d'**Iğdır**, de **Kurtalan** et de **Baykan** ont été arrêtés et ont été remplacés par des administrateurs. Ainsi, après les élections locales de 2019, au total **45 maires élus** du HDP ont été démis de leurs fonctions.

31 propositions visant à supprimer l'immunité parlementaire des **19 députés** du parti HDP ont été présentées au Parlement.



2019

Après les élections locales de 2019

45 maires élus du HDP

ont été démis de leurs fonctions.

LIBERTÉ DE RÉUNION

Au cours du mois de mai, toutes les manifestations ont été interdites à cause du Covid-19. Malgré cela, les manifestations pour motif de reprendre leur travail et pour protester contre les **KHK (décrets-lois)**, ont été empêchées par la police à **Ankara**, **Düzce**, **İstanbul** et **İzmir**.

M. Ömer Faruk Gergerlioğlu, défenseur des droits de l'Homme, député du parti HDP, a été attaqué par la police durant une manifestation protestant contre les arrestations des maires du parti HDP.

Ömer Faruk GERGERLİOĞLU



FÉMINICIDES

Au cours du mois de mai, **21 femmes** ont été **tuées** et **18 femmes** sont **mortes** de manière suspecte. A cause de l'épidémie, des enquêtes approfondies n'ont pu être effectuées.



collectif
DDH